



**COMMUNE
DE
VEYTAUX**

**RAPPORT
AU CONSEIL COMMUNAL**

**De la commission nommée pour l'examen
du préavis No 11/2025 relatif au budget 2026 de
l'Entente intercommunale sur la taxe de séjour et
sur la taxe sur les résidences secondaires Riviera-
Villeneuve (CITS)**

Rapporteur : Mme. Caroline Gademann

Membres : M. Béat Grand
M. Stéphane Teklits

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

Le 9 octobre la commission a participé à la séance intercommunale qui s'est déroulée en la Salle des sociétés à Veytaux pour suivre la Présentation du Budget 2026 de l'objet cité en titre et recueillir les réponses aux questions posées lors de cette séance, que vous pouvez consulter en annexe à ce présent rapport.

Le budget 2026 a été établi sur la base des comptes 2024 qui ne comprennent que les charges nécessaires décrites sous le point 4 « Fonctionnement » du préavis, ainsi que les frais administratifs et de gestion relatifs aux prestations de la commune boursière, donc Montreux et autres frais généraux.

Le budget tel que présenté a été basé sur l'hypothèse centrale d'une augmentation prudente de 2% des revenus des recettes de la taxe de séjour et sur une diminution de 10% des recettes liées à l'encaissement des taxes sur les résidences secondaires (en raison des recours pendants devant le tribunal fédéral).

L'essentiel des revenus de la CITS vient toujours des taxes de séjour (53%) et les taxes de résidences secondaires (34%), les autres recettes ne sont que minimales (13%).
L'estimation totale des recettes pour 2026 s'élève à CHF 6'471'436.07.

Le plus grand poste de dépenses de la CITS est la subvention aux manifestations (38%), suivi par les subventions intercommunales (25%) et la participation à la Montreux Riviera Card (23%), suivi par les autres frais, notamment les ristournes aux communes et les frais à la Commune boursière.

L'estimation totale des charges s'élève à CHF 6'481'639.-

Ce qui nous mène à un résultat légèrement déficitaire de CHF – 10'202.93

Le présent budget se veut extrêmement prudent et vise à conserver une marge de sécurité, c'est la raison principale de ce résultat déficitaire, même si les perspectives sont favorables grâce à la réouverture du 2m2c qui devrait générer des retombées positives sur la taxe de séjour.

A noter aussi que les comptes 2024 présentent un résultat bénéficiaire et les estimations 2025 s'inscrivent dans la même dynamique.

Les montants présentés sont cohérents et ne donnent pas lieu à une discussion particulière au sein de la Commission.

C'est donc à l'unanimité que la présente commission vous propose d'accepter le présent préavis.

CONCLUSIONS

En conclusion, nous vous prions, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

- vu** le préavis No 11/2025 du 29 septembre 2025 sur le budget 2026 de l'Entente intercommunale sur la taxe de séjour et sur la taxe sur les résidences secondaires Riviera – Villeneuve ;
- ouï** le rapport de la Commission chargée d'étudier cet objet ;
- considérant** que cet objet a été porté à l'ordre du jour

d é c i d e

1. d'adopter le budget 2026 de l'Entente intercommunale sur la taxe de séjour et la taxe sur les résidences secondaires Riviera – Villeneuve.

Ainsi adopté par le Conseil communal

Veytaux le 25.10. 2025

Le Rapporteur



Au cours de la rencontre à Veytaux du 9 octobre 2025 avec les différentes commissions des Conseils communaux de la Riviera et de Villeneuve, l'office de perception de la taxe et la Présidente de l'Entente ont eu l'occasion de répondre aux questions formulées dans le cadre de la présentation du budget 2026.

Remarques générales sur le budget 2026 :

L'hypothèse centrale est une progression prudente de 2 % des recettes de taxe de séjour.

Les recettes liées aux résidences secondaires sont projetées à la baisse de 10 % par rapport aux comptes 2024 en raison de trois recours encore pendants devant le tribunal cantonal.

Les « autres recettes » regroupent notamment les rattrapages issus de contrôles et régularisations sur cinq ans (hébergements non annoncés, résidences non déclarées). L'année précédente a permis de récupérer plus de CHF 400'000 et l'exercice en cours s'annonce aussi favorable.

Les prélèvements sur fonds sont clarifiés et désormais ventilés entre :

- un fonds de réserve générale ;
- un fonds d'équipement touristique.

Cette distinction vise à améliorer la lisibilité du budget et la transparence des affectations.

Les questions et leurs réponses sont disponibles dans le tableau suivant :

Questions et réponses au sujet de la CITS		
1	Qu'est-ce que le prélèvement sur fonds de l'équipe touristique ?	<p>Cette enveloppe est prévue pour cofinancer des projets à fort impact touristique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réfection d'équipements en bord de lac, • projets « quatre saisons » en moyenne montagne, • refonte d'outils numériques régionaux. <p>Les demandes seront étudiées par l'Entente au cas par cas, selon leur pertinence, leur portée et leur faisabilité économique.</p>

2	Pourquoi y'a-t-il une augmentation des frais d'administration et de gestion ?	Un renfort temporaire d'un équivalent plein temps est prévu pour absorber la surcharge liée aux recours et aux demandes d'information. L'objectif est de revenir à deux personnes à terme, une fois la charge stabilisée.
3	Les notaires constituent en principe une provision visant à payer les charges liées aux immeubles lors d'une vente. Cette provision peut-elle couvrir les taxes de la CITS encore ouvertes ?	Oui, la CITS collabore déjà avec plusieurs études notariales qui prennent systématiquement contact avec notre service afin de vérifier l'existence de factures ouvertes lors de la vente d'un bien. Des démarches sont en cours pour élargir cette collaboration à un plus grand nombre de notaires.
4	Pourquoi y'a-t-il un résultat déficitaire ?	Le budget reste prudent avec des provisions couvrant les refacturations lors des ventes, les pertes sur débiteurs et les prescriptions.
5	Ce qui pourrait arriver en 2026 est basé sur les comptes de 2024, s'il y'a un dépassement ou bénéfice, est-ce que ce sera injecté ailleurs ?	<p>Nos projections s'appuient sur les comptes 2024, qui présentent un résultat bénéficiaire, ainsi que sur les estimations 2025, qui s'inscrivent dans la même dynamique.</p> <p>Le budget 2026 a été établi avec prudence, même si les perspectives sont favorables grâce à la réouverture du 2m2c, qui devrait renforcer la fréquentation et générer des retombées positives sur la taxe de séjour.</p> <p>Cette approche prudente vise à conserver une marge de sécurité, tout en accompagnant une croissance désormais bien ancrée depuis la reprise post-COVID.</p> <p>Si les comptes 2025 confirment un bénéfice, l'Entente pourra envisager d'en affecter le résultat à l'un de ses fonds, vraisemblablement au fonds d'équipement touristique, afin de soutenir les projets à venir.</p>
6	La taxe résidence secondaire risque-t-elle de changer suite aux votations récentes de septembre ? Les communes risquent-elles de perdre les 30-40% de bénéfice ?	Pour le moment, nous sommes dans l'attente de la décision du Canton et de la manière dont les communes choisiront d'y répondre. Nous disposons d'un délai de deux à trois ans pour nous y préparer et adapter nos dispositifs en conséquence.
7	Comment se déroule la détection et les dénonciations pour les logements Airbnb non-déclarés ?	<p>Les équipes croisent les informations disponibles (annonces, cadastre, données communales). Les points d'information touristique jouent un rôle d'alerte lorsqu'un visiteur n'a pas de Montreux Riviera Card alors qu'il a payé une taxe de séjour.</p> <p>Les voisins, gérances ou plateformes peuvent aussi signaler des cas suspects.</p> <p>L'adresse exacte n'étant pas fournie par certaines plateformes, l'identification repose sur la localisation approximative, les photos et la connaissance du bâti. Une fois le logement présumé identifié, le propriétaire est contacté pour rappel de ses obligations. En cas d'inaction, une taxation d'office est engagée.</p> <p>Chaque service intervient ensuite dans son champ de compétence :</p>

		<ul style="list-style-type: none"> • CITS pour la perception de la taxe, • Urbanisme pour la légalité d'usage, • Police du commerce pour la reconnaissance d'une activité commerciale.
8	Quel est le délai d'annonce pour un logement de vacances ?	Les démarches doivent être faites au moins 10 jours avant la première réservation. Le changement d'affectation éventuel intervient dès la mise à disposition, même sans location effective.
9	Les campings et ports sont-ils concernés ?	Oui. Toute prestation de nuitée assimilable à un hébergement est soumise à la taxe de séjour. Les contrôles s'intensifieront par étapes, mais malheureusement avec notre surcharge actuelle, nous n'avons pas la capacité humaine à faire plus de contrôles.
10	Ceux qui travaillent de manière temporaire doivent-ils aussi payer la TS et si oui pourquoi ?	La taxe est due uniquement si la personne n'a pas de contrat de travail et réside à l'étranger. En cas de contrat avec impôt à la source, la taxe ne s'applique pas.
11	Pourquoi pas avoir une intercommunalité ? comme CIEHL ou SIGE ?	Le canton a confirmé que chaque commune conserve sa compétence et doit rendre son propre rapport. Une rédaction commune reste possible, adoptée séparément par chaque conseil.
12	Les personnes qui paient la taxe de séjour ont droit à la Montreux Riviera Card, mais ce n'est pas le cas des propriétaires de résidences secondaires ?	Les propriétaires de résidences secondaires ont droit à la carte sur une base plafonnée par pièce du bien assujetti, ce sur demande.
13	Prestations pour écoles privées, de quoi s'agit-il exactement ?	<p>Les étudiants des écoles privées sont assujettis à une taxe de séjour réduite et ne reçoivent pas la Montreux Riviera Card.</p> <p>Une contrepartie financière est possible sur facture pour certaines activités culturelles, avec une répartition équitable entre établissements.</p>
14	Ces séances sont-elles obligatoires ?	Non, ce sont des séances purement informatives auxquelles vous n'êtes pas obligés de participer si vous estimez cela non nécessaire.
15	Pourquoi une provision pour la Montreux Riviera Card ?	La digitalisation accroît le taux de couverture : plus d'hôtes reçoivent effectivement la carte, ce qui augmente proportionnellement les coûts liés aux prestations offertes (mobilité, entrées, partenariats). Une provision sécurise cette évolution.